

Un observateur attentif de la scène politique Entrevue avec Gilles Lesage

Yves Laberge

Numéro 73, printemps 2003

Entre raison et passion : les Québécois et les élections

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/7410ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)

1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Laberge, Y. (2003). Un observateur attentif de la scène politique : entrevue avec Gilles Lesage. *Cap-aux-Diamants*, (73), 49–53.

UN OBSERVATEUR ATTENTIF DE LA SCÈNE POLITIQUE

ENTREVUE AVEC GILLES LESAGE

PAR YVES LABERGE

Yves Laberge : Monsieur Lesage, comment êtes-vous devenu journaliste parlementaire?

Gilles Lesage : Ce n'est pas arrivé par hasard! J'avais fait un peu de philosophie, de sciences sociales, mais j'ai toujours été tenté d'aller vers le journalisme. Je n'ai pas complété mes sciences sociales à l'Université de Montréal. Au lieu de continuer mes études, j'ai commencé à travailler dans des hebdomadaires. Puis, au *Devoir*, on m'a proposé de venir à Québec pour quelques années parce que j'aimais la politique, les congrès. À ce moment-là, j'étais au journal depuis quatre ans.

Richard Daigneault, Michel Roy et Dominique Clift, qui avaient une chronique, «La démocratie au Québec», ont été les premiers *columnists* au Québec. Ils m'ont demandé : «Pour toi, est-ce que le journalisme est un lieu de passage ou le métier que tu veux faire?» Je leur avais dit que c'était le métier que je voulais faire. À cette époque, *Le Devoir* était la place idéale, même si les conditions y étaient difficiles. Il y avait un esprit d'indépendance. Dirigée par Gérard Filion, André Laurendeau, l'équipe n'était pas nombreuse, mais dynamique. Ils m'ont dit : «Tu dois aller au moins dans une capitale, sinon les deux». C'était les seuls postes que *Le Devoir* avait en dehors de ses bureaux à Montréal : un à Québec et un à Ottawa. J'étais supposé être ici jusqu'aux élections suivantes, prévues pour 1971, et je suis resté. J'ai quand même fait un petit circuit au parlement. J'ai travaillé quelques années pour *Le Soleil*, un an pour *La Presse*, toujours comme correspondant parlementaire, jusqu'à ma retraite en 1998-1999. J'ai suivi la ligne que j'avais tracée dès mon adolescence.

Y.L. : C'est en 1966 que vous avez occupé pour la première fois la fonction de journaliste parlementaire.

G.L. : J'avais déjà suivi des campagnes électorales, à partir de 1960, pour un hebdomadaire de Rouyn-Noranda. Après, en 1965, les «trois colombes», Pierre Elliott Trudeau, Jean Marchand, Gérard Pelletier, ont annoncé



En août 1963, Gilles Lesage en compagnie de M^r Félix-Antoine Savard à Saint-Joseph-de-la-Rive. À cette époque, monsieur Lesage était à l'emploi de l'hebdomadaire *La Frontière* à Rouyn-Noranda et il profitait de ses vacances pour réaliser une série d'entrevues avec des personnages célèbres. (Archives de Gilles Lesage).

qu'ils s'en allaient dans «la poubelle libérale». Trudeau avait fait un article un an ou deux avant dans *Cité libre*. Pour *Le Devoir*, j'avais couvert des assemblées où Trudeau était sur la même tribune que Tommy Douglas (surnommé Ti-Coq par certains Québécois), le chef du NPD fédéral. Ensuite, de grands congrès ont eu lieu, en 1964 et 1965, suivis de la campagne fédérale avec le chef conservateur John Diefenbaker. Je suis allé dans les Maritimes avec lui en train. Ce fut le dernier parti politique à faire campagne en train. Il était parti une semaine de Montréal vers Québec, le Bas-du-Fleuve, jusqu'à Halifax. Nous étions installés dans un wagon, cela m'a permis de rencontrer d'autres journalistes, comme Pierre O'Neil, qui est ensuite devenu l'attaché de presse de Trudeau.

Pour la campagne printanière de 1966, les élections déclenchées à la fin d'avril ont eu lieu le 5 juin. Je me rappelle que l'hiver n'était pas encore terminé dans certaines régions. C'est Jean Lesage qui avait déclenché les élections; il avait été réélu en 1962. Il y a des gens qui téléphonaient et disaient que *Le Devoir* envoyait quelqu'un de la famille, mais je n'ai aucun lien de parenté avec Jean Lesage. Un soir, dans les premières semaines de la campagne, Lesage s'était rendu à Alma. Le lendemain matin, quand la troupe s'est levée, il avait neigé! On n'avait



Novembre 1993, au Musée de la civilisation, à Québec : Gilles Lesage, Roland Arpin (à gauche) et Robert Bourassa. L'Assemblée nationale avait décidé de souligner les 25 années de service de huit journalistes de la Tribune parlementaire. (Archives de Gilles Lesage).

que des souliers et des imperméables! Et ensuite, on s'en allait à Chibougamau, où c'était encore plus froid!

Y.L. : Est-ce que l'attitude envers les journalistes a changé?

G.L. : Cela a énormément évolué. Autour de 1960, c'était la presse écrite qui dominait à peu près à tous égards. Le premier attaché de presse à Québec a été Jean Pelletier, au service de Paul Sauvé.

La presse écrite avait encore une certaine importance jusque dans les années 1970. À mesure que les années ont passé, la presse écrite a régressé dans le domaine des nouvelles. Malheureusement, dans nos journaux, on a de plus en plus d'humeurs, mais de moins en moins de faits.

Les communications étaient moins rapides qu'aujourd'hui. À l'heure du souper, lorsque le chef devait rencontrer un groupe en privé ou se reposer, à ce moment-là, on avait quelques heures pour écrire et acheminer nos textes, la plupart du temps par téléphone. Il y avait beaucoup de confrères qui ne pouvaient pas s'adapter. Il fallait d'abord assimiler, écouter et prendre des notes. Certains avaient de la difficulté parce que c'était trop rapide. Dans la campagne de 1966, il y avait Lesage, Johnson, le RIN de Pierre Bourgault et le RN avec le docteur René Jutras, Gilles Grégoire, Marc-André Bédard, Lucien Lessard. Nous étions deux journalistes : j'avais été assigné au premier ministre, l'autre à Johnson. Mais au bout de quelques jours, pendant que j'acheminais mes textes,

l'autre confrère n'avait pas le temps. Le journal ne pouvait faire que deux ou trois parallèles. Alors, c'était déséquilibré. Avec Lesage, j'ai été témoin de mésententes avec les journalistes : plus la campagne de 1966 avançait, plus leurs relations se détérioraient. Pour un journaliste, il y a des avantages à rester avec le même ministre, comme il y a aussi des désavantages. En 1970, j'étais avec Jean-Jacques Bertrand. En 1973, avec Robert Bourassa. En 1976, cela avait été très court. Bourassa avait dit qu'il faisait campagne parce qu'il avait su que Pierre Elliott Trudeau s'appropriait à déclencher une grande offensive.

C'est vrai que la complicité pose un problème important, mais ce n'est pas insoluble. Je pense que c'est possible de continuer à faire son travail de façon honnête. Il faut à la fois garder ses distances et avoir des relations cordiales et correctes.

On n'est pas là pour soi, mais on est délégué par notre journal. Un journaliste n'est pas un acteur. Il l'est de plus en plus maintenant et cela entraîne une confusion dans les esprits. Si on veut être acteur, on monte sur la scène comme Gérard Godin, Lise Payette, René Lévesque, Pierre Laporte, Claude Ryan. J'ai toujours essayé de ne pas être un acteur, mais un observateur attentif, un spectateur engagé (comme disait le sociologue Raymond Aron). Si on est trop près, on peut devenir très familier avec la personne avec qui on travaille. On connaît alors un paquet de petits détails, de secrets, d'anecdotes, dont on ne peut pas parler. Cela ne sert pas à l'information.

Y.L. : Comment agissiez-vous quand un ministre venait dans votre bureau à l'Assemblée nationale pour faire passer une nouvelle dans le journal? Vouliez-vous éviter ce genre de situation?

G.L. : Au contraire! Il fallait l'accueillir et lui dire : «Je vais voir ce que je peux faire et je vais en parler au journal». Parfois, cela pouvait être secondaire et d'autre fois important. De 1966 à 1970, le jeune Bourassa courait les clubs sociaux. C'était très populaire à l'époque. Souvent le midi, Michel Roy m'envoyait couvrir ces clubs sociaux. On avait les lunchs gratuits, les conférenciers étaient des politiciens et il y en avait d'autres comme Jean-Guy Cardinal, avant qu'il arrive ici. Il était alors jeune notaire et président du Club Richelieu. Dans ce temps-là, il fallait que les politiciens aillent à des congrès, aux chambres de commerce. Lesage était venu au grand congrès des hebdomadaires à Pointe-au-Pic, en 1962, comme conférencier. Bourassa, lui, s'il

était invité au Club Richelieu de Montmagny, le mercredi soir, faisait le tour de la Tribune de la presse parlementaire dans l'après-midi pour donner son texte. Comme je travaillais au *Devoir*, j'ai publié beaucoup de résumés de ses textes! Claude Ryan me demandait de lui envoyer des textes presque chaque soir. Des textes de conférences, qui n'étaient pas encore entrés au journal et que Ryan voulait avoir vers 20 h 30 ou 21 h. J'arrêtais au terminus d'autobus ou au Bureau du CN pour les envoyer.

Dans les années 1960, les relations étaient plus directes avec les chefs de partis, avec les ministres. En 1966, la Tribune de la presse était logée au rez-de-chaussée, avec des paravents. Les journalistes étaient entassés les uns sur les autres et le bureau du premier ministre n'était pas loin. Ensuite, on a été transféré au deuxième étage sur la Grande Allée. Juste au bout du corridor, il y avait les députés, les chefs de l'opposition, les libéraux : Yves Michaud, Victor Goldbloom. Donc, on pouvait les accrocher plus facilement. En 1966, Bourassa partageait son bureau avec Jean-Paul Lefebvre, député d'un comté de Montréal. S'il y en avait un qui voulait faire une entrevue, il fallait que l'autre sorte. Ils partageaient les services d'une secrétaire avec d'autres. À la Tribune de la presse, la plupart des médias avaient un reporter ou deux, les plus importants, trois. Avec l'arrivée de la radio, de la télé et des techniciens, des auxiliaires et des centres de documentation et tout, on est passé à 60 au total. Et maintenant, ils sont environ 100 personnes. *La Presse* a été le premier média à avoir un centre de documentation. À partir du moment où les partis se sont donnés des règles plus strictes, les relations ont été moins directes. Il fallait passer par les attachés de presse, les agents de bureau. Cela s'est fait de façon graduelle. L'anecdote a pris la relève.

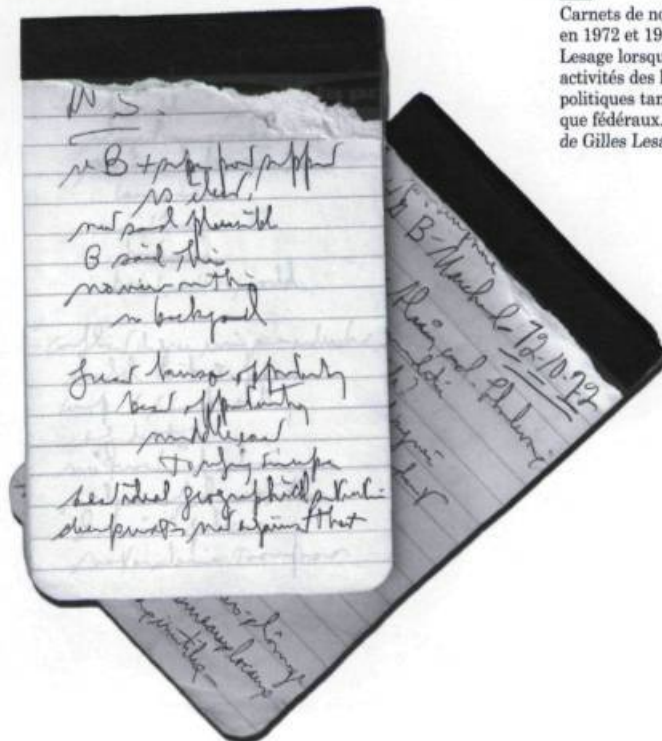
Le plaisir de la Tribune de la presse, ce sont les mêlées comme au football où l'on attrape quelqu'un au passage à la veille des périodes de questions. Par exemple, il vient d'y avoir un accrochage à l'Hôpital Notre-Dame. On demande donc au ministre ce qu'il va faire pour régler le problème. Souvent, il l'apprend là, mais il n'a pas de recette magique. Il est censé en avoir une. Alors, s'il fait le mou le soir, cela fait les nouvelles. Même les médias les plus importants se sentent obligés d'embarquer parce que les gens s'y intéressent. On est devenu des voyeurs en quelque sorte, on s'intéresse beaucoup à des informations-spectacles. Ceux qui n'ont pas la dernière rumeur, ils se le font dire par leur patron. La petite phrase que Bernard Landry a dite à la dame à côté de lui est plus facile à faire com-

prendre que de faire un compte rendu des délibérations qui ont duré dix heures, permettant d'adopter 75 résolutions, qui passent de l'armée à la caisse de retraite! Pendant ce temps, le congrès reste à peu près inaperçu. Cela nous donne des illusions sur ce qui s'est passé, mais ça reste très superficiel.

Les journalistes deviennent des porte-voix, des haut-parleurs. On a l'impression d'être importants puisqu'on donne la nouvelle aux gens et dix minutes après, cela disparaît pour une autre anecdote. Quand un ministre se faisait accrocher par un média, Robert Bourassa lui disait : «Ne t'en fais pas, cette nouvelle-là sera une vieille nouvelle. Demain, elle sera oubliée».

Y.L. : En 1980, étiez-vous présent lorsque René Lévesque avait rencontré les journalistes et les avait sermonnés?

G.L. : Oui. C'était au congrès de la Fédération professionnelle des journalistes, au Château Frontenac, en 1980, fin novembre, début décembre. C'est un des rares congrès de journalistes où je suis allé. Je n'étais pas fervent de ces congrès. Il ne faut pas oublier que René Lévesque a été journaliste lui-même, il avait donc des idées très précises sur le métier. Il était rigoureux et très sévère. Il l'était avant le référendum et après aussi, même dans ses mémoires, y compris à mon égard. Ce qui est arrivé, c'est qu'il était furieux d'avoir perdu le référendum. Il était furieux aussi de voir que la presse québécoise francophone, en majorité, avait fait preuve de neutralité.



Carnets de notes prises en 1972 et 1974 par Gilles Lesage lorsqu'il couvrait les activités des hommes politiques tant provinciaux que fédéraux. (Archives de Gilles Lesage)

Je pense que le thème du congrès était l'engagement des journalistes. Donc, Lévesque qui ne l'avait pas digéré depuis le mois de mai, en a profité pour se vider le cœur. Sur-tout qu'il pouvait faire le parallèle avec la presse anglophone qui était contre l'indépendantisme, contre René Lévesque, ses candidats et tout. Lévesque disait qu'à la défense de leur pays, de leurs convictions, *The Gazette*, *The Montreal Star*, la presse de Toronto et d'Ottawa «ont tous monté aux barricades, y compris dans les textes de nouvelles. Alors que vous, vous prétendez que vous n'êtes pas capables». C'était un peu cela son discours, de façon très rude et emportée, mais réfléchie. Il avait des notes, ce n'était pas un cri du cœur. Ce soir-là, j'étais avec Gérard Bergeron, professeur de sciences politiques, très respecté à l'Université Laval, qui connaissait fort bien René Lévesque. Ils étaient à peu près du même âge. Gérard Bergeron m'a dit : «C'est bien lui! Il faut qu'il dise ce qu'il pense».

René Lévesque était très sévère envers la presse parlementaire, il disait qu'on était pa-

resseux, qu'on attendait d'avoir les nouvelles toutes cuites, qu'on ne fouillait pas et que ce n'était pas cela, «faire du journalisme».

Y.L. : Les politiciens sont-ils toujours aussi proches de vous?

G.L. : De nos jours, on ne peut plus avoir accès aux ministres. Il y a beaucoup de filtres, qui font que les messages sont étudiés, vérifiés, organisés. C'est peut-être pour cela que certains partis prennent de l'ampleur, parce que cela sort de la norme officielle. En 1966, je me rappelle que Jean Lesage s'était rendu en Gaspésie. Il s'était arrêté pour donner la main à un travailleur qui avait refusé. Le travailleur lui avait dit : «C'est ça, vous nous faites travailler quelques semaines parce que vous êtes en campagne électorale. Mais ça fait trois ou quatre ans que nous n'avons pas travaillé!» L'animatrice Lise Payette avait fait un concours du plus bel homme du Québec. Lesage avait été élu. À Normétal, quelqu'un l'avait interpellé durant son discours, il avait dit : «Ha! ha! le plus bel homme du Québec!» C'était vraiment pour le faire fâcher. Jean Lesage lui avait répondu : «Viens ici, je vais te montrer qui est le plus bel homme du Québec!» Alors, le lendemain, on ne parlait que de cela, alors qu'il y avait eu un tas de choses plus intéressantes qui s'étaient dites!

Y.L. : Qu'avez-vous appris que vous ne soupçonniez pas lors des premières campagnes électorales que vous avez couvertes?

G.L. : Jusque dans les années 1960, il faut dire que les chroniqueurs parlementaires, qui allaient soit à l'hôtel de ville à Montréal ou aux deux parlements, n'avaient pas de complément de salaire proprement dit, alors que leurs occupations étaient assez contraignantes. Il était de tradition que le gouvernement local verse une espèce d'enveloppe, un montant, je ne sais pas de quel ordre, peut-être 500 \$ par six mois, qui tenait lieu d'augmentation. Les patrons le savaient, les journalistes l'acceptaient, c'était convenu comme complément de salaire. Il y avait aussi, pour des repas au parlement, ici et à Ottawa, des réductions pour les ministres, les députés et pour les journalistes. Il y avait des privilèges comme cela. Aux congrès, aux conférences de presse, il y avait aussi des petites enveloppes. Avec l'arrivée des syndicats, au début des années 1960, cela a disparu assez rapidement. Heureusement, d'ailleurs. Quelquefois, il m'est arrivé de me faire offrir cinq ou dix dollars pour aller couvrir un événement. Cela m'est arrivé une fois au *Devoir* aussi, pour une campagne municipale, en 1964 ou 1965. Il y avait encore des gens qui pensaient le

Lorsqu'il quitte *Le Soleil*, en 1982, Gilles Lesage reçoit cette caricature de Raoul Hunter. (Archives de Gilles Lesage).



faire. Ici, à Québec, jusqu'au milieu des années 1960, je sais qu'il y avait une tradition : le gouvernement lui-même envoyait des bouteilles d'alcool aux membres de la Tribune de la presse. Il y avait une espèce de bar, qui était alimenté par des politiciens! Mais à un moment donné, c'est disparu parce que le *Montréal-Matin* a dénoncé cette pratique-là, lorsque Daniel Johnson était au pouvoir. Au *Devoir*, j'avais été au lancement d'une campagne publicitaire d'un candidat municipal. C'était organisé par une agence. Avec la pochette de presse, on nous remettait une enveloppe. Un petit montant, mais quand même. Je m'en suis aperçu et je l'ai redonnée. Mais d'autres journalistes – je ne sais pas s'ils le savaient – ont pris la pochette en partant et l'ont gardée. Je suis rentré au journal et j'ai dit à mon patron : «Il faut absolument que je dénonce cela!» Michel Roy m'a répondu : «Je t'ai envoyé pour couvrir l'événement : fais d'abord ton papier et s'il te reste encore du temps et de l'énergie, à la fin de la journée, on verra si cela vaut la peine». Vers 16 h ou 17 h, quand j'ai eu fini, Michel Roy m'a dit : «Tu peux faire un petit encadré», qu'on a mis dans mon compte rendu. Le lendemain matin, il y a quatre ou cinq journalistes, à la radio ou à la télé, qui se sont fait interpeller. On leur a demandé s'ils l'avaient gardée et pourquoi ils n'avaient rien dit. C'était une enveloppe anonyme, peut-être avec une photo, quelque chose du genre!

Jusqu'au début des années 1960, le salaire des journalistes était vraiment minable. C'était des espèces de parias. Ceux qui avaient une famille ou voulaient vivre convenablement faisaient des discours, des entrevues, des articles dans les magazines, les revues. Ils faisaient aussi un peu de radio. Sauf peut-être quelques vedettes! Les heures étaient très longues, c'était les journaux de l'après-midi. Ils travaillaient très fort.

Ce qui se faisait beaucoup aussi, mais je n'ai pas connu cela, heureusement, c'était les funérailles. On allait aux funérailles des gens importants et on s'organisait pour apparaître sur la liste des présences (des genres de compte rendu) en offrant un dollar ou deux aux journalistes. Il y a 40 ans, cela se faisait encore. ♦

Sur Gilles Lesage, on lira la biographie sur le site de l'Ordre national du Québec : http://www.mce.gouv.qc.ca/g/html/onq/99/99_30.htm

Yves Laberge est historien des médias et membre du comité consultatif de *Cap-aux-Diamants*.

**LES ARCHÉO!
dimanches**

Tous les dimanches
Du 25 mai au
28 septembre 2003

Plus de 45 lieux de visite
à travers le Québec

**VENEZ VOIR
CE QUE LE Québec
a dans le
VENTRE!**

Procurez-vous
le guide des
**Archéo!
dimanches**
dans les bureaux
de TOURISME QUÉBEC

Tourisme Québec 1-877-BONJOUR
www.archeo-dimanche.com

ARCHÉO·QUÉBEC Québec 
le réseau de la diffusion de l'archéologie
• Ministère de la Culture et des Communications
• Tourisme Québec